

Introduction

Le roi imaginé

L'Espagne a été malheureuse avec ses rois [...]. Un seul, Charles III, s'est montré à la hauteur de sa mission. Les autres n'ont été que des individus de la pire médiocrité, écrit Georges Desdevises du Désert au début du xx^e siècle dans l'introduction de *L'Espagne de l'Ancien Régime*, ouvrage de référence sur la question. Cet hispaniste reconnu faisait référence à la période 1700-1808 et, par conséquent, n'incluait pas Ferdinand VII dans son analyse, mais, s'il l'avait fait, il est probable que son jugement n'aurait pas changé. Presque exactement cent ans plus tard, Rafael Sánchez Mantero affirma :

« L'Histoire récente [...] considère Ferdinand VII simplement comme un roi doté d'une très faible capacité à faire face à la période au cours de laquelle il eut à régner. D'ailleurs, il reste difficile de trouver une étude, soit du passé soit du présent, dans laquelle la figure de ce monarque suscite la moindre sympathie ou le moindre attrait. Il est sans doute le monarque ayant suscité le pire traitement de la part de l'historiographie dans toute l'Histoire de l'Espagne¹. »

Selon Carlos Seco, autre excellent connaisseur du roi et de son époque, Ferdinand VII est « un cas unique. Un cas difficile – et impossible – à défendre ». Il serait vain d'ajouter d'autres opinions en ce sens, tant il y en a. Selon les informations dont je dispose, seul un groupe d'historiens a tenté de façon systématique de réhabiliter ce monarque ou, pour le moins, de mettre en relief les aspects positifs de son règne. Il s'agit de ceux qui entourent Federico Suárez Verdeguer dans le cadre du séminaire d'Histoire moderne de l'université de Navarre. À partir des années 1940, cet historien, aujourd'hui décédé, développa beaucoup d'énergie pour dénoncer le fait que la piètre appréciation de Ferdinand VII était une création partisane des écrivains libéraux du xix^e siècle. Convaincu, sur la base d'un positivisme ferme, que « chaque document que l'on exhume le favorise [...], car, en s'intéressant aux seuls faits, ceux-ci parlent d'eux-mêmes et non de la

1. DESDEVISES DU DÉZERT, 1989, p. 259 (la première édition de cet ouvrage fut publiée en français en trois volumes entre 1897 et 1904) ; SÁNCHEZ MANTERO, 2001, p. 18 ; Seco, Prologue à Artola, 1968, p. xxii ; SÁNCHEZ MANTERO, 2001, p. 18 ; Seco, Prologue à Artola, 1968, p. xxii.

bouche de ceux qui les jugent », Federico Suárez lança une vaste entreprise de publication de documents du règne fernandin². Ce travail a été utile car il a mis à la disposition des chercheurs une quantité conséquente de sources de première main, mais il n'a pas atteint son objectif principal. Pire encore, selon moi, c'est l'inverse de ce que l'on en attendait qui s'est produit : chaque nouveau document porte préjudice à Ferdinand.

À partir du détronement de sa fille Isabel II en 1868, qui lui avait succédé, et dans certains cas avant, les Espagnols ont essayé d'éliminer de l'espace public le souvenir de Ferdinand VII. Aujourd'hui, les rues portant son nom sont rares, et comme l'a constaté José Luis Díez, son image a disparu presque complètement des monuments urbains. Les statues les plus emblématiques du roi, érigées en son temps, soit ont été détruites, soit se trouvent dans des lieux privés, exception faite de celle qui se trouve sur un trottoir d'une rue parallèle à la Plaza de Armas de La Havane³. Une bonne partie des portraits du monarque a également disparu. Ceux qui restent ont été sauvés « parce que leur qualité artistique a réussi à surmonter, à grande-peine, l'antipathie que le personnage continue de susciter⁴ ».

Ferdinand VII fut un homme corpulent (en 1821, il pesait 103 kilos), et de taille moyenne. Son aspect extérieur était imposant, écrivit le comte de La Forest, qui l'a côtoyé de très près durant trois mois en 1813 et 1814, quand Ferdinand frisait la trentaine⁵. Gros mangeur, son obésité augmenta avec le temps, particularité que son peintre préféré, Vicente López, ne parvint pas à dissimuler. Dans les excellents portraits réalisés par cet artiste, on constate l'obésité croissante, la perte des cheveux et le vieillissement prématuré du monarque, qui a l'air de plus en plus bouffi. Sur toutes les images, qu'elles soient de López ou d'autres peintres, le prognathisme de Ferdinand est évident, à quoi s'ajoutent d'autres particularités qui le rapprochent du syndrome décrit par Crouzon de dysostose cranio-faciale :

2. Prologue de Suárez VERDEGUER à PUGA, 2004, p. 6.

3. Parmi les capitales de provinces, il n'existe aujourd'hui des rues dédiées à Ferdinand VII qu'à Madrid, Málaga, Cuenca, Badajoz, Cáceres, Santander et Logroño. Barcelone avait également donné le nom de ce roi à une rue importante, mais en 1910, il a été changé au profit de « Ferran », appellation qui est toujours la sienne aujourd'hui et qu'on n'associe pas d'ordinaire à ce monarque. À l'initiative du comte De España, fut érigé en 1827 un monument à Ferdinand VII à Barcelone sur la place del Palau, ancienne résidence des vice-rois et capitaines-généraux, détruite en 1875. Elle était surmontée d'une statue du roi vêtu de son manteau royal et couronné de laurier tel un César, œuvre d'un grand mérite artistique du français Pierre-Joseph Chardigny. En 1835, elle fut détruite lors de l'une des émeutes populaires. Après bon nombre de vicissitudes, la statue est conservée aujourd'hui, mutilée, dans les jardins du couvent de Santa Clara de Séville. Il existe une autre statue de Ferdinand VII, également dans la pose d'un César romain, dans les jardins de la Quinta del Pardo, qui fut la résidence de Manuel Azaña lorsqu'il était président de la II^e République et qui est aujourd'hui une propriété privée. Je ne connais pas l'existence dans l'espace public d'autres statues du corps entier du roi, à l'exception de celle de La Havane.

4. Díez, 2008, p. 100.

5. Lettre privée de La Forest au ministre des Affaires étrangères, duc de Vicence, Valençay, 13 mars 1814 (LA FOREST, 1905-1913, VII, p. 301). L'information sur le poids du roi apparaît dans Izquierdo, 1950a, p. 386.

visage élargi et maxillaires supérieurs en retrait, ce qui est la cause de l'augmentation apparente de la taille du maxillaire inférieur (prognathisme) et de l'absence d'occlusion dentaire⁶.

L'un de ses contemporains les plus critiques, le prêtre libéral García Blanco, le décrivit comme « un bipède de grande puissance, pressé et audacieux [...], qui n'était grand que par son corps et ses capacités physiques; pour tout le reste et s'agissant de la pensée, il était faible, très vulgaire au moment de s'exprimer et d'agir⁷ ». Avec plus ou moins de nuances, aucune d'entre elles substantielle, c'est cette caractérisation du monarque qui a prévalu.

La grossièreté de Ferdinand au moment de s'exprimer est une caractéristique signalée par nombre de ceux qui ont eu à s'entretenir avec lui. La Forest remarqua qu'il avait du mal à exposer une idée complexe : « il sait parler avec familiarité et il énonce bien une idée simple, mais pas au-delà », affirma le diplomate. Le général Girón, marquis de Las Amarillas, qui occupa le ministère de la Guerre en 1820, et qui se trouva à de nombreuses reprises à côté du roi, mit en avant son langage étrange, que l'on n'attend pas d'un souverain, et le manque de courtoisie de cet « incompréhensible monarque », qu'il situa dans la catégorie des « rois vulgaires ». Girón, La Forest et de nombreux autres attribuèrent cette particularité de Ferdinand à ses relations avec les serviteurs du palais et à son goût pour l'emploi de locutions et d'un style familiers, y compris des phrases grossières et des jurons. L'une de ses exclamations les plus fréquentes, même devant ses ministres et de hautes personnalités, fut « Bordel!⁸ »

Le jugement peut-être le plus destructeur sur la personnalité de Ferdinand VII, fut prononcé par Napoléon durant leur rencontre à Bayonne en 1808. Celui-ci le présenta de cette façon à Talleyrand : « Il est indifférent à tout, très matériel, mange quatre fois par jour et n'a idée de rien [...]. Il est très bête et très méchant⁹ ». Ferdinand VII vécut son séjour à Bayonne dans un état d'hébétude, sans parvenir à comprendre ce qui se passait et, surtout, surpris par Napoléon, auprès de qui il s'était rendu en pensant obtenir sa reconnaissance, comme on le lui avait donné à entendre. Dès lors, on comprend l'opinion sans pitié de l'empereur, juste dans sa quasi-totalité, pour ce que nous en savons. Mais Ferdinand n'était ni sot ni idiot. Il est probable que dans cette situation, surpris et désorienté, il ait fait usage de son sens caractéristique de la dissimulation et qu'il se soit retranché dans le silence, comportement habituel chez lui dans des situations adverses. Cela exaspéra Napoléon, lequel, quelques jours après avoir transmis à Talleyrand ces propos, lui écrivit :

6. ORTIZ DE ZÁRATE et RIZZI, 1955, p. 117.

7. GARCÍA BLANCO, 2015, p. 218.

8. LA FOREST, 1905-1913, t. VII, p. 301 ; GIRÓN, 1979-1981, II, p. 158 et 175.

9. Lettres de Napoléon à Talleyrand, Bayonne, 25 avril et 1^{er} mai, dans Napoléon, 1858-1869, t. 17, p. 45 et 58.

« Quant au prince des Asturies, c'est un homme qui inspire peu d'intérêt. Il est bête au point que je n'ai pu en tirer un mot. Il ne répond pas ; qu'on le tance ou qu'on lui fasse des compliments, il ne change jamais de visage. Pour qui le voit, son caractère se dépeint par un seul mot : un sournois¹⁰. »

Les historiens relèvent comme traits dominants de la personnalité de Ferdinand VII la dissimulation, la méfiance, la cruauté et un esprit vindicatif. Il était capable de supporter en silence toutes les humiliations, « incubant une haine qui apparaîtra sous la forme d'une vengeance quand sonnera l'heure de la victoire¹¹ ». Un homme obstiné, obtus et très conscient de sa condition élevée, d'après La Forest, craintif devant les puissants et cruel avec les inférieurs, se méfiant de tout et de tout le monde.

Son aptitude à la dissimulation lui a peut-être permis de se sortir plus d'une fois de situations adverses. Associée à sa bonhomie et à sa vulgarité, elle lui permit d'apparaître comme un roi proche de ses sujets, et même aimable. Le lieutenant de cavalerie Pablo Estoqui, qui en 1814 rencontra le roi à El Pedernoso (Cuenca), fit remarquer dans une lettre à un proche la relation franche du monarque envers les officiers de l'Armée, et en fit l'éloge jusqu'à l'excès : en France, il a appris le français, l'anglais, l'allemand et l'italien ; il est particulièrement dévot et charitable ; « on voit en lui dans toute sa splendeur, la sagesse, l'affabilité », il est austère et « a des idées supérieures à toutes les autres [il faisait allusion aux idées d'un bon roi apparues dans le *Télémaque*, livre de référence sur l'éducation des princes], et il est protégé par Dieu¹² ». Telle fut, peu ou prou, l'idée de nombreux Espagnols sur leur roi à cette époque. Avant tout, ils le trouvèrent affable, impression que Ferdinand entretenait par des gestes de nature diverse lors de ses promenades habituelles dans Madrid et dans les villes qu'il visita durant ses voyages, lors des corridas, sa grande passion, au théâtre, où il se rendait fréquemment, et pendant les audiences publiques auprès de particuliers. Le général Fernández de Córdoba affirme que le jeudi et le dimanche il recevait au palais les gens les plus divers en faisant montre d'une bonhomie qu'il exhibait plus encore devant les personnes recommandées par ses favoris. À cette occasion, rapporta le libéral José Joaquín de Mora, le roi « s'asseyait sur un canapé, fumait son cigare et parlait sans cérémonie avec ceux qu'il voyait pour la première fois¹³ ».

Cet homme, peu gâté physiquement, faible d'esprit et de caractère, et par conséquent, susceptible d'être influencé par ses proches, comme le

10. Napoléon à Talleyrand, 5 mai 1808 (NAPOLÉON, 1858-1869, t. VII, p. 76).

11. FONTANA, 2006, p. 44-45. Voir IZQUIERDO, 1963, p. 776 ; SECO, 1983, p. 124. Lord Holland fut du même avis, 1851, p. 86. Les opinions les plus dures sur le caractère méfiant et cruel de Ferdinand VII furent émises par sa mère, la reine Marie-Louise, dans ses lettres à Murat écrites en mars et avril 1808 (*Correspondencia secreta del rey Carlos IV...*, 1957, en particulier p. 146-147).

12. ESTOQUI, 1814.

13. FERNÁNDEZ DE CÓRDOBA, 1966, I, p. 30 ; *Memorias históricas sobre Fernando VII...*, 1840, I, p. 296 (sur la paternité de la citation de J. J. Mora, voir LLORENS, 1979, p. 188) ; BARBASTRO, 2008, p. 319.

constatèrent Lord Holland et tant d'autres, n'était pas dépourvu, d'après Mesonero Romanos, d'une « sagacité intéressée et subtile pour se servir des hommes des camps les plus opposés¹⁴ ». Observation utile pour expliquer son comportement politique. Il faudrait ajouter que Ferdinand ne prit d'initiative que lorsqu'il considéra que ses opposants étaient affaiblis, car le courage devant les situations adverses ne fut pas l'une de ses qualités.

En s'apercevant en 1807 que Godoy avait totalement perdu les faveurs de l'opinion publique et que sa relation avec Napoléon s'était à ce point tendue qu'elle était au bord de la rupture, Ferdinand s'engagea pleinement dans des manœuvres conspirationnistes et propagandistes pour en finir avec celui qui, depuis des années, dirigeait la monarchie tout en étant pleinement fidèle à Charles IV. Il est difficile d'imaginer que Ferdinand et ses conseillers n'aient pas été conscients que la fin de Godoy entraînerait celle du roi, car il était de notoriété publique que leurs destins étaient liés. Pendant la guerre de l'Indépendance, quand tout indiquait que Napoléon en sortirait vainqueur, Ferdinand n'hésita pas à le féliciter à plusieurs reprises pour ses victoires en Espagne, à lui demander de l'accueillir comme fils adoptif et à faire l'éloge de Joseph qui occupait alors le trône d'Espagne. Une fois la guerre terminée et l'empire napoléonien défait, Ferdinand n'hésita pas à en finir avec les institutions et autorités qui avaient dirigé le pays et défendu son droit à la couronne. En 1820, pour rester sur le trône, il prêta serment à la Constitution qu'il avait abolie six ans auparavant, mais dès qu'il s'aperçut des luttes intestines entre les libéraux et l'animadversion des gouvernements européens envers le régime politique de l'Espagne, il prit la tête de la contre-révolution et fut le premier à solliciter l'aide militaire étrangère pour anéantir le constitutionnalisme. À partir de 1823, il réalisa que ce qui le menaçait de ne pouvoir continuer à exercer le pouvoir comme il l'entendait ne provenait pas seulement des libéraux, mais aussi des ultraconservateurs ou apostoliques, et il s'appuya sur les absolutistes non extrémistes pour combattre les uns et les autres, acceptant quelques réformes administratives qui en réalité lui répugnaient, mais qui contribuèrent à maintenir son style de gouvernement jusqu'à sa mort.

Ce continuel va-et-vient d'un camp à un autre, le recours au soutien de secteurs idéologiques différents et même opposés faisant abstraction des intérêts des Espagnols, furent la façon de réagir de Ferdinand VII face à la nouvelle époque révolutionnaire, durant laquelle furent détruites les bases de l'Ancien Régime et, ce qui nous intéresse ici, la conception de la monarchie et la fonction du monarque changèrent de façon significative. Cela ne signifia en aucune façon la disparition totale de l'ordre ancien, mais révolution et contre-révolution marchèrent à l'unisson. C'est pour cela que, dans certains milieux, on crut qu'après la chute de Napoléon le vieil ordre

14. MESONERO ROMANOS, 1975, p. 271.

altéré par la révolution allait être reconstruit (en Europe, cette époque a été appelée « la Restauration »). Partout il apparut rapidement évident que le retour au passé était impossible.

Ferdinand accéda au trône en mars 1808 après avoir contraint son père à abdiquer, convaincu qu'il serait roi comme l'avaient été ses prédécesseurs de la Maison de Bourbon. Il arriva imbu de l'idée traditionnelle selon laquelle la couronne, centre du pouvoir, était une institution en soi, immuable, dont les décisions étaient déterminées en premier lieu par les intérêts de la famille royale, ceux-ci n'ayant pas à coïncider avec ceux de ses vassaux. La monarchie était aux mains d'une dynastie qui dominait de nombreux royaumes éloignés géographiquement les uns des autres (l'empire), gouvernés par de nombreuses lois, ordonnances et pragmatiques, parfois contradictoires, qui ne constituaient pas un code national unique, au point que les tribunaux s'en remettaient fondamentalement au droit romain et au droit canon. Il n'existait donc pas d'identification entre monarchie et nation. Les royaumes, territoires, villes, villages, classes sociales... étaient vassaux du roi, auquel ils présentaient ponctuellement leurs requêtes et leurs plaintes ou sollicitaient protection ou privilèges. L'ensemble constituait le patrimoine de la couronne et, en tant que tel, chaque élément était susceptible de négociation entre princes. Tout pouvait être cédé, annexé ou éliminé selon les intérêts dynastiques¹⁵.

Cela changea à partir de 1808. Napoléon força Ferdinand VII et son père à lui céder les droits de la couronne d'Espagne, ce qui se réalisa en accord avec la logique traditionnelle de l'échange de royaumes entre princes, c'est-à-dire, moyennant la signature d'un accord. Il les obligea à résider en France et implanta une nouvelle dynastie en Espagne. Dans ce pays, le changement de dynastie n'était pas une nouveauté. Il n'était pas si lointain celui qui s'était produit un siècle plus tôt en faveur de la Maison de Bourbon. Quelques Espagnols – ceux qu'on appelait *afrancesados*¹⁶ ou *josefinos*¹⁷ – y virent une solution pour éviter des maux pires encore, mais de nombreux autres le rejetèrent et, de façon inattendue, prirent les armes pour l'empêcher. Dans les villes non encore occupées par les Français, des juntas furent constituées, qui assumèrent l'autorité au nom du captif Ferdinand, qu'elles proclamèrent roi légitime, et en même temps, déclarèrent la guerre à Napoléon au nom de la défense de l'ordre institutionnel et culturel traditionnel.

15. SÁNCHEZ BLANCO, 2007, p. 40-41 ; MILLÁN, 2016, p. 363-369. L'intérêt de la dynastie avait été l'un des axes fondamentaux de la politique de Charles IV (voir SECO, 1988, et LA PARRA, 2002). Napoléon l'appliqua en Europe pour instaurer sa propre dynastie.

16. En Espagne, le mot *afrancesado* est utilisé pour désigner toute personne admirant ou imitant les Français, ainsi que ces érudits, hommes politiques ou artistes du XVIII^e siècle, qui ont adopté les valeurs des Lumières françaises, ou encore les Espagnols ayant collaboré avec le régime de Joseph Bonaparte pendant la guerre de l'Indépendance (N.D.T.).

17. Partisan et/ou collaborateur de Joseph Bonaparte pendant la guerre de l'Indépendance (N.D.T.).

Le rejet du changement de dynastie fut justifié au moyen de l'invocation, exprimée de diverses façons, de la théorie traditionnelle de la *translatio imperii*, formulée par la néoscholastique espagnole aux XVI^e et XVII^e siècles, et réactivée dans les dernières années du XVIII^e siècle par le mouvement éclairé historiciste. Dieu, origine première du pouvoir, le transmet à la communauté et, à un moment donné, celle-ci le transfère volontairement au roi. Entre le roi et l'ensemble de la société il existe un pacte qui devient visible lors du serment mutuel et solennel réalisé par le roi et son royaume lors de la cérémonie de reconnaissance de l'héritier de la couronne. En vertu de ce serment, la communauté ne s'unissait pas à une dynastie ou à la couronne de façon abstraite, mais à une personne. Dans le cas espagnol, les royaumes, à travers leurs représentants traditionnels (les ordres du clergé et de la noblesse, avec les députés des villes ayant droit de vote aux Cortès), avaient juré fidélité à Ferdinand VII en 1789¹⁸.

Napoléon bouleversa cette organisation, mais le changement ne fut pas jugé recevable par tous car, comme cela a été dit dans d'innombrables textes, Ferdinand VII n'avait pas cédé volontairement sa couronne, et de plus, parce qu'il avait surtout manqué le consentement du royaume, de la communauté. Sur ce dernier point, les membres des juntes, qui avaient organisé la lutte dans les villes et les provinces, ainsi que les auteurs de brochures et d'articles apparus dans la presse et qui, de façon surprenante, se répandirent dès le début de la guerre, insistèrent dès le premier instant.

Retranchés dans la théorie du pacte, les signataires de ces textes défendirent le droit des Espagnols à choisir leur type de gouvernement. En réalité, ils effectuèrent grâce à cela une interprétation moderne de la doctrine traditionnelle, déjà perceptible dans les écrits des hommes des Lumières. En dissertant sur la légitimité du pouvoir royal et sur la cession de la couronne par les princes, le juriste italien Giovanni Almicci avait mis en avant, dans son *Institutiones iuris naturae et gentium secundum catholica principia*¹⁹, adopté comme texte dans les cours de droit naturel créés en Espagne à la fin du XVIII^e siècle, que, au cas où le monarque céderait sa couronne à un autre sans tenir compte du consentement de ses sujets, ceux-ci seraient autorisés à s'y opposer et à pactiser avec un autre prince, établissant avec lui des liens différents de ceux qui jusqu'alors avaient été en vigueur. À cette époque, en outre, s'était peu à peu affirmée, chez les Espagnols des Lumières, une conception de la monarchie différente de l'absolutisme patrimonial. L'intérêt pour la patrie et la détermination du bien commun, défendirent-ils, n'étaient pas des compétences exclusives du roi, dont l'autorité et le pouvoir n'étaient pas discutés, mais aussi un devoir des sujets « patriotes », entendus comme individus dotés de

18. HOCQUELLET, 2011, p. 29, 51 et 89; MILLÁN, 2010, p. 124-125; ÁLVAREZ JUNCO et DE LA FUENTE, 2014, p. 197-218.

19. Traduction littérale : *Manuel de droit naturel et des gens selon les principes catholiques* (N.D.T.).

droits pour participer à la réussite du bien commun. Le monarque devait soutenir ces serviteurs patriotes, fidèles au roi, dans le but d'effectuer les réformes nécessaires visant à contribuer au bonheur de l'ensemble de ses sujets²⁰.

Cette doctrine apparut en 1808, quand la crise politico-dynastique fut si aigüe qu'il devint difficile pour la plus grande partie de la population de déterminer qui était le roi d'Espagne : Ferdinand VII ? Charles IV ? Joseph Bonaparte ? Les patriotes, en tout premier lieu, chronologiquement, les dirigeants des juntes, tranchèrent immédiatement la question : Ferdinand était l'autorité à laquelle on devait obéissance, parce que le royaume l'avait adoubé et que désormais les juntes elles-mêmes, de nouveau, le proclamaient roi face à la tentative de Napoléon de disposer de la couronne d'Espagne comme s'il s'agissait de son patrimoine. La tâche urgente pour les Espagnols, unis sans failles, formant communauté, consistait à le rétablir sur le trône. Quiconque ne participerait pas à cette entreprise pouvait être accusé de trahison, car, soit il était un collaborateur des Français, soit il conspirait en faveur de Godoy, le despote qui avait vendu la patrie à Napoléon et qui était à l'origine de tous les problèmes.

Dans la seconde partie de sa brochure, *Centinelas contra franceses*, Antonio Capmany, un érudit des Lumières qui voterait plus tard lors des Cortès de Cadix des propositions libérales, se fit l'écho de ce raisonnement et présenta la situation politique en ces termes :

« Je laisse aux orateurs politiques du jour le soin de disserter sur les bases, les principes, les éléments et les droits de l'autorité qui doivent nous gouverner et nous sauver. Ce qui doit nous sauver, c'est l'unité, l'union et la communion des fidèles Espagnols : un pouvoir connu et reconnu. Est légal tout ce que l'extrême nécessité nous oblige à adopter, et est légitime tout ce que la volonté générale désire, approuve et consolide sans l'intervention d'une main étrangère²¹. »

Les mots de Capmany étaient un appel à l'expression de la volonté générale, un pas vers la modernité politique. Il n'était d'aucune utilité de discourir sur l'opportunité de choisir une dynastie ou une autre, comme faisaient les *afrancesados*, et l'on ne pouvait non plus admettre la participation de « mains étrangères » au moment de déterminer la légitimité du souverain et en fonction de quels principes il devait exercer son autorité. Cette décision revenait aux « fidèles Espagnols », aux patriotes, unis dans la même entreprise (« en communion »). Ils étaient, eux, le seul pouvoir « connu et reconnu ». En somme, la décision ultime revenait au royaume, à la communauté.

20. HOCQUELLET, 2011, p. 96 ; MILLÁN, 2010, p. 124-125. Sur les postulats politiques des hommes des Lumières de la fin du XVIII^e siècle, voir SÁNCHEZ BLANCO, 2007, et CALVO MATORANA, 2013.

21. CAPMANY, 1808, p. 4-5.

Jovellanos s'exprima dans le même sens dans sa lettre de 1808 à Cabarrús, souvent citée, dans laquelle il refusa l'invitation de celui-ci à rejoindre le camp de Joseph :

« L'Espagne a juré de reconnaître Ferdinand de Bourbon ; l'Espagne le reconnaît et le reconnaîtra pour roi jusqu'à son dernier souffle ; mais si la force lui manque ou le prive de son prince, ne saura-t-elle pas en trouver un autre pour le gouverner ? Et quand elle craindra que l'ambition ou la faiblesse du roi ne l'expose à de mauvaises décisions, comme celles qu'elle subit actuellement, ne saura-t-elle pas vivre sans roi et se gouverner elle-même²² ? »

Les propos de ce type, très nombreux dans les paroles et dans les actes, indiquèrent, en définitive, que face à la gravité de la crise politico-dynastique, les Espagnols devaient prendre l'initiative et revenir au point de départ du pacte, à la situation antérieure à l'approbation de celui qui devait être souverain. Comme l'a observé Richard Hocquellet, la tradition du pacte a de cette façon fusionné avec la considération, nouvelle, de la population comme actrice de son destin²³. Deux années après le début de la guerre, faite au nom de Ferdinand VII, parce que telle était la volonté générale, les Cortès furent convoquées. En qualité de représentants « de la Nation espagnole », comme ils se présentèrent eux-mêmes, les députés franchirent le pas définitif. Dans le premier des décrets approuvés par ce parlement le jour de son inauguration, le 24 septembre 1810, ils indiquèrent que, « totalement en accord avec la volonté générale [...] ils reconnaissent, proclament comme leur unique et légitime roi, Ferdinand de Bourbon, et lui prêtent à nouveau serment ». De la même façon, ils déclarèrent nulle la cession de la couronne en faveur de Napoléon, « principalement pour être dépourvue du consentement de la Nation », et ils exposèrent les deux principes cardinaux sur lesquels se fonde l'œuvre politique des Cortès de Cadix : la souveraineté nationale et la division des pouvoirs.

Le changement politique, radical, fut ratifié par la Constitution approuvée par ces Cortès. La monarchie espagnole cessa d'être une institution en soi pour devenir, comme l'a expliqué Joaquín Varela, « une forme de gouvernement », c'est-à-dire, une façon de comprendre et d'articuler les relations entre les pouvoirs chargés de conduire les affaires de l'État. Ce modèle était l'opposé de la monarchie absolue dont avait hérité Ferdinand VII. En accord avec la nouvelle conception de la monarchie, le pouvoir du roi se fondait sur la volonté nationale, essentiellement souveraine, et sur la Constitution. Le roi devenait un organe de l'État, dont l'unité était assurée par la nation et non, comme ce le fut de tout temps, par le roi.

22. Cité par ÁLVAREZ VALDÉS, 2012, p. 486. Chez Jovellanos, l'écho de la doctrine d'Almici est évident.

23. HOCQUELLET, 2011, p. 104.

Seule la nation, dans laquelle résidait originellement et exclusivement la souveraineté, avait le droit d'établir les lois. En somme, la nation se situait désormais au-dessus du monarque. Une nation qui, d'après l'article 2 de la Constitution, est indépendante et « n'est ni ne peut être le patrimoine d'aucune famille et d'aucune personne²⁴ ».

La révolution libérale vint à bout du modèle traditionnel de la monarchie et priva le roi de la primauté dans la direction politique, qui passa aux Cortès, représentantes de la nation. Or, loin d'en être dégradées, aussi bien la monarchie que la personne de Ferdinand VII en sortirent grandies aux yeux des Espagnols. D'une part, la révolution créa une solide union entre nation et monarchie catholique; d'autre part, le pronunciamiento généralisé et sans équivoque en sa faveur conféra à Ferdinand VII une légitimité que lui-même avait contribué à mettre en doute entre octobre 1807 et mars 1808 à cause de sa participation aux manœuvres contre Godoy et indirectement contre le titulaire de la couronne, Charles IV. En outre, la guerre rendit nécessaire la personne de Ferdinand car, en accord avec la tradition, dans les moments de graves difficultés, le roi était le principal trait d'union entre les Espagnols. En 1810, Flórez Estrada écrivit : « l'idée d'un roi purement imaginaire, aux ordres duquel tous s'imaginaient devoir obéir, et la volonté unanime de résister à une odieuse domination, fédérèrent comme par miracle les énergies de tous les Espagnols » et rendirent possible la résistance à l'envahisseur²⁵.

L'exaltation de Ferdinand VII devint le centre de l'intense activité visant à créer un climat de belligérance généralisée, car c'est en la personne du roi que se cristallisa l'agression institutionnelle perpétrée par l'empereur français. Par conséquent, Ferdinand fut présenté à l'opinion publique comme l'opposé du responsable de la crise interne (le traître Godoy) et de celui qui prétendait changer de dynastie (le tyran Napoléon). Ferdinand incarnait le Bien et les deux autres le Mal²⁶. C'est à partir de cela que l'image fabuleuse de Ferdinand VII fut construite. Dans presque tous les manifestes des juntes et dans une multitude de brochures, il fut qualifié de prince « innocent » et de « mal aimé ». On dit également qu'il avait été « trompé » par Napoléon à Bayonne et, pour la même raison, qu'il était « malheureux », « pourchassé », « désiré », « digne », « adoré », « bon prince », « vertueux », « idolâtré », « magnanime », « le meilleur des monarques », « seigneur incontestable²⁷ ».

24. Varela SUANZES-CARPEGNA, 2013. Sur le concept de nation, ÁLVAREZ JUNCO, 2010, p. 430-443.

25. *Examen imparcial de las disensiones de América con España*, dans FLÓREZ ESTRADA, 1958, p. 7; VILLANUEVA, 1966, p. 232; ÁLVAREZ JUNCO, 2001, p. 73-74.

26. La dichotomie Bien/Mal avait été utilisée avec succès pendant la Révolution Française pour délégitimer les souverains Louis XVI et Marie-Antoinette, ainsi qu'en Espagne pendant la guerre contre la Convention (1793-1795) afin d'inciter à la lutte contre les révolutionnaires (HERR, 1978; AYMES, 1991, p. 413-427; DE DIEGO, 1992, p. 255).

27. LA PARRA, 2004.

On tenta de pallier l'absence physique du roi par son portrait. Dans de nombreux endroits un trône vide fut installé, présidé par l'effigie de Ferdinand, que la presse commença à invoquer comme « le Désiré ». Mais son ascension inespérée au trône du vivant de son père et la rapidité des événements suivants avaient empêché de disposer de son image avec les attributs correspondant à la royauté. Le 29 mars 1808, dix jours seulement après cela, l'Académie de San Fernando jugea « indispensable » de disposer « sans perdre de temps » d'un portrait officiel du nouveau roi. Goya en fut chargé, mais l'artiste ne put obtenir du roi que deux séances de pause de quarante-cinq minutes seulement, les 8 et 9 avril, et il ne put faire qu'un dessin de sa tête au crayon noir, conservé à la Bibliothèque nationale de Madrid. Ce dessin servit à Goya pour réaliser au cours des deux mois suivants plusieurs portraits du monarque en pied et un portrait équestre, ce dernier étant terminé en octobre de la même année. D'après Gudrun Maurer, c'est le premier portrait à l'huile que l'on connaisse du roi Ferdinand VII. Il apparaît en uniforme de capitaine-général avec toutes ses décorations, monté sur un cheval dressé sur ses pattes arrière, position dans laquelle on représentait l'attitude de commandement du monarque²⁸.

S'inspirant du dessin de Goya, Agustín Esteve réalisa également plusieurs portraits du roi en 1808. D'autres artistes reçurent des commandes similaires, si bien que rapidement l'image du nouveau souverain fut diffusée, bien que nombre de ces œuvres ne soient pas parvenues jusqu'à nous. Nous disposons néanmoins de celui qui fut le portrait le plus célèbre de Ferdinand VII pendant la durée de la guerre, très répandu grâce à d'abondantes copies, et à des estampes par le biais de la gravure : *Ferdinand VII en habit de l'ordre de Santiago*. Ce portrait fut commandé à Vicente López par la municipalité de Valence le 4 avril 1808. Le roi y apparaît triomphant, dans une posture majestueuse, entouré de tous les symboles de la monarchie espagnole (le lion) et du commandement (la couronne et le sceptre), le blason de la ville de Valence étant bien visible au premier plan pour preuve de sa fidélité. La municipalité de Valence l'exposa au public pendant plusieurs jours pour glorifier le monarque et appeler à lutter pour lui, comme cela est expressément indiqué dans une proclamation publiée le 8 décembre dans le *Diario de Valencia*. Des estampes allégoriques montrant le roi au milieu de son peuple en armes et d'autres portraits dans lesquels il était représenté en train d'inciter au combat, eurent le même objectif, comme celui d'Asensio Juliá, *Ferdinand VII sur le champ de bataille*, où il apparaît au premier plan en uniforme de capitaine-général, debout, indiquant de sa main droite une ville assiégée défendue par des troupes espagnoles²⁹.

28. DUFOUR, 2008, p. 30-31; ANSON, 2012; *Goya en tiempos de guerra*, 2008, p. 228.

29. Díez, 2008, p. 102; ALBA PAGÁN, 2004, p. 195.

La devise de la guerre fut « religion, patrie et roi », mais dans de nombreux manifestes, avis et proclamations, la raison de la lutte se centra sur le rétablissement de Ferdinand sur le trône. « Notre unique objectif est que l'Espagne conserve dans son intégrité et indépendance notre roi et seigneur Don Ferdinand VII », dit la Junte de Séville. « Faisons un digne sacrifice pour notre sainte religion, pour nos bonnes lois et coutumes et pour celui pour qui nous devons plus encore le faire (Ferdinand VII) », dit avec exaltation la Junte de Santander. Jovellanos répondit au général Sebastiani quand celui-ci tenta de le convaincre de s'unir à Joseph Napoléon : « Nous nous battons pour les précieux droits de notre roi, pour notre religion, pour notre Constitution et notre indépendance », et cohérent avec le devoir patriotique auquel il a été fait allusion dans les pages précédentes, il ajouta : « le désir de régénérer l'Espagne [...] est vu par nous comme une de nos principales obligations³⁰ ».

Une fois la paix revenue, le peuple – écrivit Quintana des années plus tard dans la première de ses lettres à Lord Holland – se sentit uni à son roi, parce que Ferdinand « valait pour les Espagnols ce qu'il leur avait coûté », une guerre très longue, cruelle et particulièrement destructrice³¹. Ils virent en lui le prince vertueux et innocent, exempt de toute responsabilité avant et pendant la guerre, victime comme tout le monde de l'ambition de ce despote de Godoy, et de Napoléon. Ils personnifièrent en lui la victoire obtenue par les Espagnols unis en son nom. L'enthousiasme pour le monarque relégua la Constitution à un second plan et dans l'opinion publique se renforça un réalisme à caractère contre-révolutionnaire, continuateur des courants anti-Lumières du siècle précédent, qui n'avait pas cessé de se fortifier durant l'intense débat politique des six années de lutte. Le royalisme contre-révolutionnaire fit du prince innocent le roi envoyé par la Providence pour sauver la monarchie et la religion, mises en danger par les Français, par leurs complices espagnols, et par les libéraux qui, se laissant entraîner par de fausses idées, avaient affaibli l'Église par leurs réformes – en particulier la suppression des ordres religieux et de l'Inquisition – et pour cela même avaient mis en danger la continuité du catholicisme en Espagne. Une fois l'ennemi extérieur éliminé, le moment était venu d'en finir avec la révolution et de restaurer la monarchie absolue, incarnée dans son monarque doté de pleins pouvoirs, limités seulement par la doctrine catholique et par les lois traditionnelles garantes des privilèges des personnes et des territoires³².

En 1814, on eut l'impression que Ferdinand VII était disposé à suivre cette voie. Rapidement on constata que cela n'était qu'un mirage. Il établit

30. Les proclamations des Juntas, dans DELGADO, p. 75 et 78, et 23, respectivement. La citation de Jovellanos apparaît dans ÁLVAREZ VALDÉS, 2012, p. 487. Sur les raisons de la mobilisation contre Napoléon, voir DUFOR, 1984, p. 318-321, et FRASER, 2006.

31. QUINTANA, 1946, p. 537.

32. RÚJULA, 2012a; LÓPEZ ALÓS, 2011, p. 241 *sq.*

un système nouveau. Il gouverna de toute son autorité, sans limites, sans liens d'aucune sorte et sans fondement. Il démantela l'œuvre des Constituants, il vida de leur contenu, jusqu'à les rendre inopérants, les organismes historiques qui tempéraient le pouvoir du monarque absolu, et malgré les nombreuses concessions faites à l'Église et en dépit de la rhétorique sur l'alliance du trône et de l'autel, il conserva le privilège régalien traditionnel, autrement dit, il imposa l'autorité civile à l'autorité religieuse. De 1814 jusqu'à sa mort, exception faite de l'intervalle constitutionnel de 1820-1823, sa politique consista à exercer le contrôle personnel du pouvoir, en se servant de la répression de toute dissidence et de quelques serviteurs dont l'unique règle de comportement fut la fidélité aveugle à leur seigneur. Ferdinand VII gouverna à sa manière, comme un despote, écoutant les conseils qui lui convenaient à chaque occasion, sans se conformer à aucun précédent spécifique et comme personne ne le ferait après lui. D'après Brian Hamnett, le régime politique de Ferdinand VII « ne parvint jamais à acquérir un caractère définissable, il fut *sui generis*³³ ».

L'opposition fut intense et constante, mais la politique fernandine se poursuivit sans modifications substantielles jusqu'aux derniers jours du roi. La clé de cette continuité, peut-être faut-il la chercher dans l'image du prince innocent et vertueux construite pendant la guerre de l'Indépendance, et dont l'origine se situe quelques années plus tôt, lorsque s'échafauda l'offensive contre Godoy. Cette représentation de Fernando VII perdura pendant une longue période, même chez les libéraux, lesquels, soit par tactique, soit par conviction, mirent du temps à imputer directement à Ferdinand la répression et le mauvais gouvernement, qui conduisit, ni plus ni moins, à la perte de la plus grande partie de l'Amérique, qu'ils attribuèrent aux conseils des personnes qui l'entouraient³⁴. Ferdinand fut toujours aimé par l'ensemble de ses sujets. Sa popularité perdit en intensité progressivement, jusqu'à ce qu'il soit détesté par les libéraux, en particulier ceux de l'exil, et par les royalistes extrémistes, nourris progressivement par son frère Carlos María Isidro. Pourtant, à la fin de son règne il suscita encore l'enthousiasme populaire. Cette particularité fut mise en relief lors d'un voyage qu'il fit dans le nord de l'Espagne en 1827-1828, et l'année suivante à l'occasion de son mariage avec María-Cristina.

En somme, Ferdinand VII fut un roi imaginé. Le marquis de Miraflores, observateur intelligent et attentif de son règne, affirma que la campagne en sa faveur le dota « d'une force morale immense [qui] fit de lui l'arbitre de toutes les situations, depuis son avènement au trône jusqu'à sa mort³⁵ ». Ce ne furent pas ses qualités personnelles, ni sa capacité ou son habileté à gouverner, qui permirent sa longue présence sur le trône avec un pouvoir

33. HAMNETT, 1985, p. 204 et 212.

34. LA PARRA, 2011, p. 49-55.

35. MIRAFLORES, 1964, I, p. 3.

incontestable, mais le désir des Espagnols, qui se le représentèrent d'une façon très différente de ce qu'il était en réalité.

Il est difficile de donner des précisions sur la personnalité de Ferdinand VII. Comme l'avait fait remarquer José Joaquín de Mora, « son caractère était si difficile à définir que les personnes qui eurent affaire à lui une grande partie de sa vie ne parvinrent pas à le connaître à fond ». Peut-être ne pouvons-nous pas non plus tirer grand-chose des images de lui qui nous sont parvenues, bien qu'elles aient été réalisées par les peintres espagnols les plus en vue de son temps. À ce sujet, l'auteur cité affirma que « la mobilité de ses traits était telle que les meilleurs artistes eurent des difficultés à restituer son visage avec exactitude : ses gestes étaient toujours brusques et parfois violents³⁶ ».

Dans les portraits effectués à partir de 1814, lorsqu'il eut récupéré totalement son trône, l'intention de le glorifier en tant que monarque absolu domina. Goya fit cinq portraits de lui pour répondre à des commandes de diverses institutions, jamais de Ferdinand VII, bien qu'il fût premier peintre de cour. Sur l'un d'entre eux, réalisé à la demande de la Municipalité de Santander, il le représenta en pied, vêtu de l'uniforme de colonel de la Garde royale, debout sur un piédestal sur lequel un personnage féminin couronné du laurier de la victoire, représentation de l'Espagne, accueille le monarque à bras ouverts. C'est le roi désiré et nécessaire. Sur le piédestal se trouvent les attributs de la royauté (couronne, sceptre et manteau) et au pied du roi, un lion – symbole de la monarchie – brise de ses crocs dans une attitude sauvage les chaînes avec lesquelles Napoléon avait prétendu l'assujettir. Quelques commentateurs ont voulu voir dans le personnage féminin une allégorie de la Constitution, mais il est peu probable, comme l'a fait remarquer Gérard Dufour, qu'à ce moment-là, l'artiste se fût permis le luxe de manifester publiquement des sentiments favorables à la Constitution. Goya livra le tableau le 1^{er} décembre 1814, en pleine vague de répression contre les Constituants et dans une situation personnelle délicate à cause de sa collaboration passée avec le régime de Joseph. En tout cas, comme l'affirme José Luis Díez, ce tableau de Goya montre le roi dans une attitude d'élégante distinction, idéalisant les traits de son visage, d'une régularité harmonieuse, presque classique³⁷.

Goya représenta le roi avec moins de bienveillance dans un autre de ses portraits de 1814 : *Ferdinand en manteau royal* (musée du Prado), également en pied avec tous les insignes royaux, d'après nature, selon Manuela Mena. Cette historienne affirme que sa position, complètement frontale « souligne le manque de prestance du roi, rondouillard et fruste, qui contraste, comme si c'était un déguisement, avec le riche manteau d'her-

36. *Memorias históricas sobre Fernando VII...*, 1840, I, p. 296.

37. DUFOUR, 2008, p. 224; Díez, 2008, p. 115. ESTEBAN LORENTE, 2005, p. 367, suggère que la figure féminine du piédestal est une allégorie de la Constitution.

mine, symbole maximal de la royauté ». Janis Tomlinson considère que « le tableau est empreint d'une négligence qui laisse la splendeur royale dans le vide [...] ; le roi a l'air d'un imposteur essayant les ornements de la monarchie³⁸ ».

Le contraste est saisissant entre ce portrait de Goya et celui réalisé par Vicente López à Valence en 1808. López plaça le monarque devant un somptueux fond de rideaux et d'allégories qui mettait en relief les attributs royaux et la physionomie du souverain. Goya, au contraire, opta pour un fond neutre, sombre, qui réduit le pouvoir de la figure royale, dont l'attitude est sérieuse et le regard inquiétant. On comprend que Ferdinand VII ait pu faire de Vicente López son peintre favori. On lui doit plusieurs portraits du souverain, abondamment diffusés à travers copies et gravures. L'un d'entre eux, exécuté pendant le séjour du roi à Valence en avril-mai 1814 (*Ferdinand VII en uniforme de capitaine-général*, musée du Prado), fut apparemment le préféré du monarque et devint son portrait officiel. On en fit des reproductions et de nombreuses copies, qui trônèrent dans de nombreuses institutions officielles. Devant un fond de voilages et d'arbres, le roi, représenté de la tête jusqu'à la ceinture, la main droite appuyée sur le bâton de commandement, esquisse un sourire et son regard de face évoque la proximité³⁹.

La pleine majesté du monarque se trouve transposée de façon impressionnante dans le portrait de José de Madrazo : *Le roi Ferdinand VII à cheval* (musée du Prado). Achievé en 1821, en pleine époque constitutionnelle, il fut peut-être commandé en 1818 pour faire partie du musée royal des Peintures, situé sur le Paseo del Prado, qui venait d'être inauguré, et où il est présenté depuis 1828, ce qui révèle l'opinion que le souverain en avait. Il est conçu quasiment comme une sculpture monumentale (il mesure 353 cm par 249,5). Ferdinand porte l'uniforme d'apparat de capitaine-général, orné de la Toison d'Or, la grande croix et le bandeau de l'Ordre de Charles III, et la croix de San Fernando. Il monte un cheval blanc qui avance au pas sur un chemin près d'un chêne. Le suivent à distance deux généraux et l'on aperçoit au fond un paysage montagneux. Le tableau reflète parfaitement les traits physiologiques du monarque, avec ce nez qui touche presque la bouche. Son regard est inquiétant, comme dans les portraits de Goya. Il est indéniable que l'artiste, fidèle du monarque, a voulu offrir une image de souveraine autorité, ce qui apparaît « par la rigueur extraordinaire de son modèle, au dessin dur et insistant, avec lequel sont restituées la figure du roi et celle de sa monture, et qui paralyse toute sensation de mouvement, les revêtant au contraire d'une apparence véritablement marmoréenne⁴⁰ ».

Ferdinand voulut impressionner par sa présence majestueuse. Le portrait, en habit de la Toison d'Or, peint par Vicente López en 1832,

38. *Goya en tiempos de guerra*, 2008, p. 376 ; TOMLINSON, 1993, p. 199.

39. Díez, 1999, I, p. 375 ; TOMLINSON, 1993, p. 199-202.

40. Díez, 1998, p. 290.

destiné à l'ambassade d'Espagne auprès du Saint-Siège, où il se trouve toujours, est un exemple significatif des dernières années de sa vie. Entouré des symboles de la royauté, la personne du monarque, au visage légèrement souriant, se trouve rehaussée par le voyant habit de l'ordre internationallement le plus important et dont il était le grand maître. L'année précédente, Luis de la Cruz avait représenté le roi sur une autre toile de grandes dimensions, vêtu d'un manteau de pourpre et d'hermine, sur un fond de voilages rouges visant à rehausser la prestance du monarque.

Ces portraits et d'autres encore aux caractéristiques similaires contrastent avec celui réalisé par Vicente López à la demande de l'ancienne Banque de San Carlos, et qui est visible aujourd'hui à la Banque d'Espagne. Portant l'habit de capitaine-général, avec toutes les décorations importantes et le sceptre dans sa main droite, le roi est assis, posture peu habituelle dans l'histoire espagnole des portraits royaux, la main gauche posée sur des livres placés sur une table. Sur la tranche de l'un d'entre eux on peut lire : « R. CÉDULA DEL BANCO DE S. FERNANDO. » L'obésité et la perte accentuée de ses cheveux y sont manifestes. Ce tableau, selon J. L. Díez, offre « sans doute l'image la plus sincère du monarque ventripotent à l'âge mûr⁴¹ ». Elle est aussi celle du roi réformiste, soucieux d'impulser l'économie du royaume.

Il est surprenant que Ferdinand ait permis d'être portraituré dans une attitude si peu habituelle dans les représentations royales. Plus étonnant encore qu'il apparaisse en costume civil dans d'autres portraits, comme un bourgeois argenté, particularité que J. L. Díez attribue à l'influence de María-Cristina, laquelle, depuis son arrivée, avait révolutionné les timides habitudes de la cour et avait voulu dissimuler le climat absolutiste qui l'imprégnait. Néanmoins, le peintre de cour Francisco Lacoma l'avait déjà représenté en 1825 vêtu d'un paletot noir, avec la seule décoration de la Toison d'Or (musée romantique). En 1830, Vicente López fit plusieurs fois le portrait du monarque en costume civil, presque sans décorations. Dans ces tableaux, on observe très clairement le vieillissement du monarque, son obésité manifeste et sa calvitie progressive, bien qu'il n'ait pas encore atteint l'âge de cinquante ans. Il se peut que la plus significative de ces effigies de Ferdinand VII soit celle que réalisa Luis de la Cruz (musée des Beaux-Arts des Asturies). Le travail, achevé en 1832, est très réussi du point de vue artistique. Le roi et María-Cristina se promènent en se tenant par le bras dans un jardin, que certains érudits situent à Aranjuez et d'autres à La Granja. Lui, porte une veste et tient dans sa main droite un chapeau melon ; elle, portant une robe élégante et un châle en hermine, est coiffée d'un haut chapeau décoré de plumes qui équilibre la taille de l'un et de l'autre. L'expression du roi est naïve et accueillante, le regard de la reine,

41. Díez, 1999, II, p. 92.

intelligent et vif. Ils ont l'air d'un couple heureux. Le peintre a dissimulé le prognathisme du monarque et si on compare ce portrait à ceux de Vicente López dans les mêmes années, il a rajeuni son apparence, malgré les très sérieux problèmes de santé de Ferdinand à cette époque. Luis de la Cruz a voulu présenter un roi encore en condition de diriger la monarchie, bien que la réalité fût tout autre⁴².

Ferdinand VII fut très préoccupé par son image. On pourrait dire qu'il voulut être un roi « populaire », dans le sens employé par J. Plankett dans son étude de la reine Victoria d'Angleterre, qu'il qualifie de « première monarque médiatique » : celle-ci fit en sorte que ses sujets disposent constamment de son image et elle fit preuve d'une extraordinaire habileté à en appeler au sentiment et à l'imagination populaires. Évidemment, le roi espagnol n'avait pas à sa disposition les moyens technologiques de l'Angleterre industrielle en matière de photographie et de nouvelles techniques d'impression, qui rendirent possible la diffusion par l'empire britannique, des images de la reine Victoria et de sa famille dans les situations et les lieux les plus divers, à travers la presse périodique et toutes sortes de publications⁴³.

L'obsession de Ferdinand VII pour se rehausser à ses propres yeux le conduisit même à contrôler la documentation qu'il estima la plus importante ou la plus compromettante, sur lui, sur sa famille et sur les décisions politiques à l'époque de son règne. C'est lui, personnellement, qui rassembla et conserva en son pouvoir les papiers qu'il jugeait opportuns, provenant des Cortès, des différents ministères, d'organismes judiciaires ou de particuliers. En 1840, alors que le général Espartero exerçait la direction de l'État, fut créée une commission visant à inventorier les bijoux et effets des résidences royales et d'autres dépendances faisant partie du patrimoine de la couronne. Dans la pièce que Ferdinand utilisait comme bureau au Palais royal de Madrid, cette commission trouva sur une étagère plusieurs volumes reliés avec l'inscription PAPIERS RÉSERVÉS. Ils constituaient deux groupes. L'un, comportant 108 volumes numérotés, reliés de la même manière et avec une indication qui disait : « Papiers réservés » ; l'autre comportant plusieurs livres reliés de diverses façons et des liasses de papiers non numérotés. Le roi lui-même avait dû classer les documents du premier groupe, car les inscriptions figurant sur presque tous les dossiers sont de sa main, ainsi que quelques notes dans les documents⁴⁴. Ce corpus de documents est actuellement conservé entre la Bibliothèque du Congrès des députés et les archives du Palais royal. Il constitue, sans aucun doute,

42. Díez, 1998, p. 11, et 1999, I, p. 284 ; HERNÁNDEZ PERERA, 1955, p. 41.

43. PLANKETT, 2009.

44. Sur le contenu et les vicissitudes de cette documentation jusqu'à ce que sa consultation ait été à la libre disposition des chercheurs, voir FERNÁNDEZ MARTÍN, 1900, III, p. 227-229, et RODRÍGUEZ Castillo, 2013.

l'un des fonds essentiels pour l'étude du règne de Ferdinand mais aussi de celui de son père, mais jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les historiens ne purent pas le consulter.

Ferdinand VII a-t-il réuni cette importante documentation pour éviter que d'autres s'en servent, ou pour s'en servir à sa guise? Son existence, en tout cas, trahit sa méticulosité et son absence de scrupules lorsqu'il s'agissait de préserver sa personne. Ferdinand fut obsédé par le souci d'examiner tout ce qui lui semblait important et de tout contrôler sans regard extérieur. La formation de ce fonds documentaire est une métaphore parfaite de sa façon de comprendre sa mission en tant que roi. C'est ce que les pages qui suivent se proposent de relater.